

DÉCRYPTAGE

Crise économique : d'où viennent tous ces milliards d'euros annoncés par le gouvernement ?

Vous aussi, vous vous êtes perdu dans tous ses torrents d'euros qui pleuvent sur la France depuis que le Covid-19 a mis son nez dans la machine économique ? Pas de panique. A l'aide d'économistes, nous vous expliquons tout.



Les dépenses seront sans doute beaucoup plus importantes qu'annoncées. (Istock)

Par **Florent Vairet**

Publié le 14 avr. 2020 à 12h32 | Mis à jour le 14 avr. 2020 à 14h52

Ce n'est plus 45 mais 100 milliards d'euros. Aux grands maux, les grands remèdes. Le gouvernement français a décidé de sortir le chéquier magique pour financer son plan

“Tant que la zone euro tient le coup, la France peut emprunter”, souligne François Ecalte, ancien rapporteur général du rapport de la Cour des comptes et président du site d'information Fipeco. Malgré un endettement qui atteindrait 115% du PIB, la signature de la France est presque aussi fiable que celle de l'Allemagne. La France bénéficie d'un niveau très élevé de solidité économique et institutionnelle, ainsi que les réformes du marché du travail déjà effectuées, vues par les investisseurs comme une source de croissance.

Pour vous le prouver, examinons les taux d'intérêt qui sont en réalité la mesure du niveau de risque d'un investissement. A 10 ans, l'Allemagne s'endette à -0,4% quand la France le fait à 0,1%. A titre de comparaison, l'Espagne est à 0,7% et l'Italie à 1,5%. Il existe donc une différence de 0,5 point entre le taux d'intérêt de la France et celui du pays qui est considéré comme le plus fiable du monde.

“La France tire profit de la force de la zone euro et de la BCE qui, depuis quelques années, se déclare prête à faire tout ce qui est nécessaire pour sauver la zone euro”, assure François Ecalte. Mais cette embellie sur les taux d'intérêt pourrait ne pas durer. Si les agences de notation préfèrent se montrer clémentes durant la période de crise, elles pourraient finir par dégrader les notes des pays si les trajectoires budgétaires ne se rétablissent pas lors du retour à la normale.

Combien cela lui coûte-t-il vraiment ?

On l'a vu, le taux d'intérêt de l'emprunt à dix ans de l'Etat français est de quasiment 0%. Autrement dit, ça ne lui coûte presque rien de s'endetter.

Le coût est d'autant moins grand qu'il n'y paraît car parmi les chiffres avancés par le gouvernement, "tout est mélangé", relève François Ecalle. Parmi les 100 milliards d'euros, certains correspondent à de réelles dépenses budgétaires supplémentaires : 20 milliards pour le chômage partiel, 6 milliards pour le fonds de solidarité aux entreprises, 4 milliards d'achat de matériel sanitaires, etc.

Mais ce chiffre englobe aussi des avances de trésoreries accordées aux entreprises, comme les reports de charges fiscales et sociales à hauteur de 33 milliards d'euros. Ces milliards-là sont simplement de l'argent qui n'entre pas dans les caisses de l'Etat au mois de mars, avril ou mai, mais qui seront encaissés plus tard. A moins que ces reports de charges se transforment en annulation, comme l'a évoqué le président Macron dans son allocution de ce lundi 13 avril. "Rapidement, un plan spécifique sera mis en œuvre" accompagné "d'annulation de charges" pour certaines professions (hôtellerie, restauration, événementiel...), a-t-il indiqué.

A noter que le coût dépendra également de la conjoncture post-crise. Une inflation importante, par exemple, diminuerait d'autant les remboursements de la dette. Pour faire simple, s'il y a 10% d'inflation sur un an, ma dette qui valait 100 euros quand je l'ai contractée ne vaut plus que 90.

Est-ce mal de s'endetter à ce point ?

"Ce n'est pas une bonne nouvelle mais ce n'est pas si grave", synthétise Philippe Martin, professeur d'économie à Sciences Po et président délégué du Conseil d'analyse économique, un think tank rattaché à Matignon. "L'Etat emprunte et pourra emprunter à nouveau pour rembourser ses échéances de dette. La situation deviendra problématique si un jour la confiance s'effrite et qu'on ne prête plus aussi facilement à la France."

L'Etat peut-il décider de ne plus rembourser sa dette ?

Revenons à la structure de la dette. Une partie est contractée auprès d'acteurs privés comme des investisseurs ou des épargnants. Supprimer une dette d'un côté revient automatiquement à supprimer une créance de l'autre. Autrement dit, ne pas rembourser une dette d'Etat condamne à la ruine des entreprises et des épargnants qui ne reverraient plus la couleur de leur capital prêté.